

ARRETE N°2017/24
portant mise à jour du plan local d'urbanisme de la commune de Chavannes

Le Maire de Chavannes,

Vu le code de l'urbanisme et notamment son article L.153-60 et R.153-18 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.151-43 et R.151-51 relatifs au contenu des annexes du dossier d'un PLU ;

Vu la délibération du Conseil Municipal N° 2014/02 du 16 janvier 2014 approuvant le plan local d'urbanisme ;

Vu les plans et documents annexés au présent arrêté ;

ARRETE

Article 1 : Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Chavannes est mis à jour à la date du présent arrêté en fonction des éléments du dossier annexé. A cet effet, sont intégrés en annexe au PLU, la liste et le plan des servitudes d'utilité publique.

Article 2 : les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du public, à la Mairie et en Préfecture.

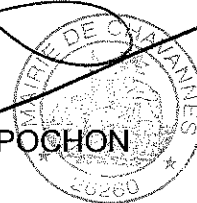
Article 3 : le présent arrêté sera affiché en Mairie durant un mois.

Article 4 : Le présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet et à la Direction Départementale des Territoires.

A Chavannes, Le 27/06/2017

Le Maire,

Jacques POCHON



Notifié et publié le 27/06/2017



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Auvergne-Rhône-Alpes

Unité Interdépartementale 26/07

Valence, le 29 NOV. 2016

Affaire suivie par : Christophe Bouilloux
Tél. : 04.75.82.46.36
Fax : 04.75.82.46.49
Courriel : christophe.bouilloux@developpement-
durable.gouv.fr

ARRETE PREFECTORAL n° 26-2016-11-29-029

**instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques
autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits
chimiques sur la commune de Chavannes**

**Le Préfet du département de la Drôme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.555-16, R.555-30 et R.555-31 ;

Vu le code de l'urbanisme notamment ses articles L.101-2, L.132-1, L.132-2, L.151-1 et suivants, L.153-60, L.161-1 et suivants, L.163-10, R.431-16 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R.122-22 et R.123-46 ;

Vu l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

Vu le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes, en date du 10 octobre 2016 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Drôme le 24 novembre 2016 ;

Considérant que les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service à la date de l'entrée en vigueur des articles R555-1 et suivants du code de l'environnement, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

Considérant que selon l'article L555-16 du code de l'environnement, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Drôme,

A R R E T E

Article 1^{er} – Objet

Des servitudes d'utilité publique (SUP) sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport décrites ci-après, conformément aux distances figurant dans les tableaux ci-dessous et reproduites sur la carte annexée⁽¹⁾ au présent arrêté.

Seules les distances SUP1 sont reproduites dans la carte annexée au présent arrêté. Les restrictions supplémentaires fixées par l'article 2 pour les projets d'urbanisme dont l'emprise atteint les SUP2 ou SUP3 sont mises en œuvre dans le cadre de l'instruction de l'analyse de compatibilité obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP1.

NOTA : Dans les tableaux ci-dessous :

- PMS : Pression Maximale de Service de la canalisation
- DN : Diamètre Nominal de la canalisation.
- Distances S.U.P : Distances en mètres de part et d'autre de la canalisation définissant les limites des zones concernées par les servitudes d'utilité publique.

En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans les tableaux ci-dessous et la représentation cartographique des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

Nom de la commune : Chavannes

Code INSEE : 26092

Canalisation de transport d'hydrocarbures propriété de l'État, ayant comme transporteur le Service National des Oléoducs Interalliés, service du MEEM-DGEC, situé Tour Séquoia, place des Carpeaux, 92800 Puteaux et opérée par :

TRAPIL-ODC
22 B route de Demigny
Champforgeuil
CS 30081
71103 CHALON-SUR-SAÔNE Cedex

• **Ouvrages traversant la commune**

Nom de la canalisation	PMS (bar)	DN	Longueur dans la commune (en mètres)	Implantation	Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation)		
					SUP1	SUP2	SUP3
Beaumont - Oytier	68	308	1934	enterré	200	15	10

• **Ouvrages ne traversant pas la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière**

Néant

- Installations annexes situées sur la commune

Néant

- Installations annexes non situées sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière

Néant

Article 2 – Nature des servitudes

Conformément à l'article R.555-30 b) du code de l'environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

Servitude SUP1, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R 555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

Servitude SUP2, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Servitude SUP3, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Article 3 – Information du transporteur

Conformément à l'article R.555-46 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme (d'information ou opérationnel) délivré dans l'une des zones définies à l'article 2.

Article 4 – Annexion au plan d'urbanisme

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L.163-10 du code de l'urbanisme.

Article 5 – Notification et publicité

En application du R.555-53 du code de l'environnement, le présent arrêté sera

- publié au recueil des actes administratifs
- publié sur le site internet de la préfecture de la Drôme
- adressé au maire de la commune de Chavannes

Article 6 – Délais et voies de recours

Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble (2, place de Verdun – BP 1135 – 38002 Grenoble cedex 1) dans un délai de deux mois à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Drôme.

Article 7 – Exécution et copie

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou le maire de la commune de Chavannes, le directeur départemental des territoires de la Drôme, la directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée, ainsi qu'au directeur du Service National des Oléoducs Interalliés.

29 NOV. 2016

Valence, le

Le préfet,

Pour le Préfet, par délégation
Le Secrétaire Général

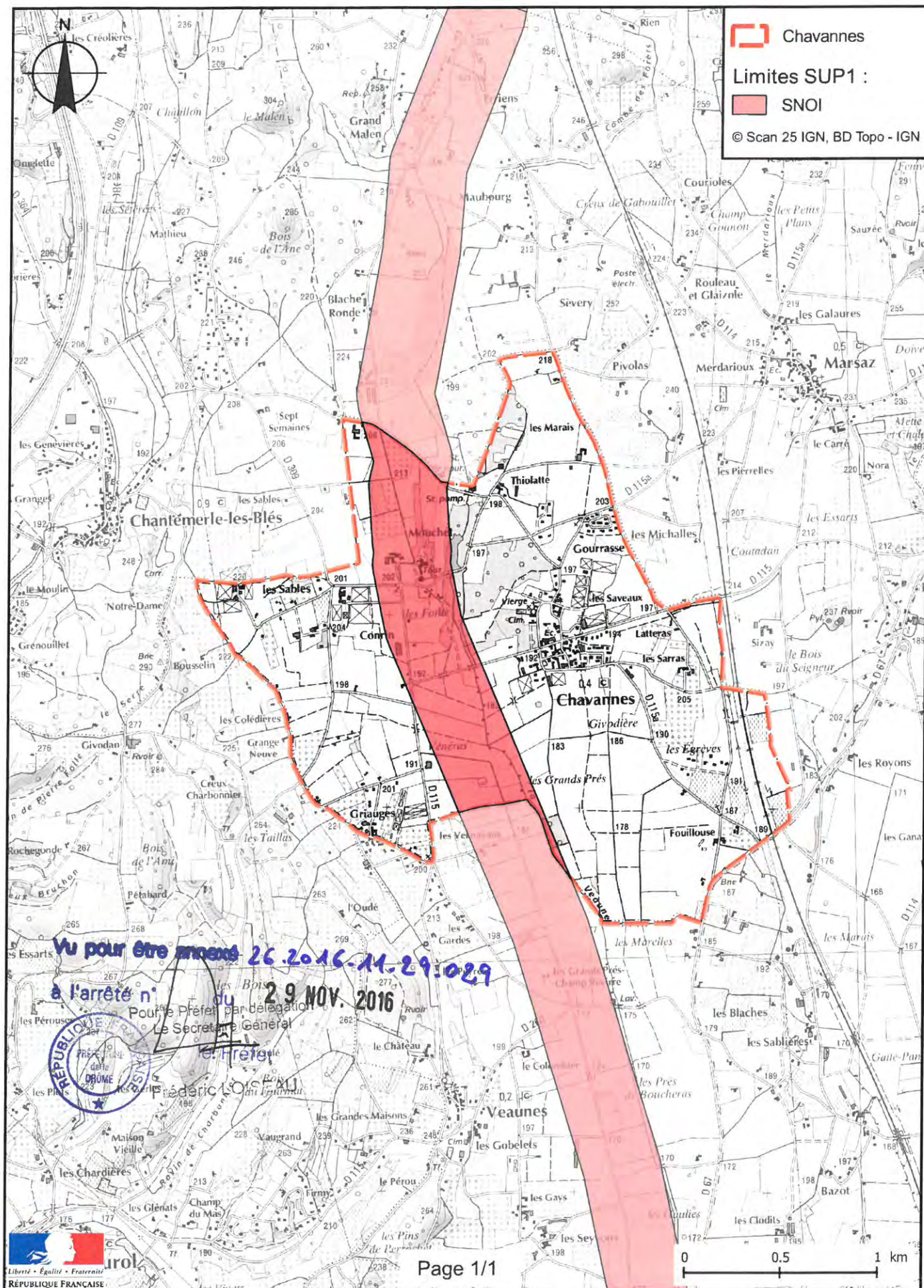


Frédéric LOISEAU

(1) La carte annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services de :

- la préfecture de la Drôme
- la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes
- l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la mairie concernée

Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



THE END OF THE WORLD

ARRETE N°2016/16
portant mise à jour du plan local d'urbanisme de la commune de Chavannes

Le Maire de Chavannes,

Vu le code de l'urbanisme et notamment son article L.153-60 et R.153-18 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.151-43 et R.151-51 relatifs au contenu des annexes du dossier d'un PLU ;

Vu la délibération du Conseil Municipal N° 2014/02 du 16 janvier 2014 approuvant le plan local d'urbanisme ;

Vu les plans et documents annexés au présent arrêté ;

ARRETE

Article 1 : Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Chavannes est mis à jour à la date du présent arrêté en fonction des éléments du dossier annexé. A cet effet, sont intégrés en annexe au PLU, la liste et le plan des servitudes d'utilité publique.

Article 2 : les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du public, à la Mairie et en Préfecture.

Article 3 : le présent arrêté sera affiché en Mairie durant un mois.

Article 4 : Le présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet et à la Direction Départementale des Territoires.

A Chavannes, Le 27/08/2016

Le Maire,

Jacques POCHON

Notifié et publié le 27/08/2016

ATTESTATION

Le Maire de Chavannes certifie que l'arrêté de mise à jour du PLU de Chavannes a été affiché en mairie à compter du 27/08/2016 et pour une durée au moins égale à un mois.

Il a été reçu en Préfecture le 27/08/2016

A Chavannes, Le 27/08/2016

Le Maire,
Jacques POCHON

The image shows the official circular seal of the Municipality of Chavannes (Drôme). The seal features a central emblem with a figure and a star, surrounded by the text 'MAIRIE DE CHAVANNES' and the number '6260'. A large, stylized signature is written over the seal.

**COMMUNE de CHAVANNES
MODIFICATION n°1
DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

Approbation de la modification n°1

Objet : caractère exécutoire de l'acte

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal du 24 février 2015

Date de transmission au Préfet : 4 mars 2015

Mesures de publicité:

- Affichage en mairie : à compter du 4 mars 2015
- Insertion dans la presse : 5 mars 2015

Contrôle de légalité:

- Date de la lettre au maire : sans observations
- Observations :

Date à laquelle la délibération devient exécutoire:

4 avril 2015

Pour le Chef du Service Aménagement du
Territoire et Risques
Le Responsable de l'unité territoriale

~~Le Responsable de
l'Unité Territoriale Nord~~

Tanguy Quéinec

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE CHAVANNES
N° 2015 /05 Page 1/1

L'an deux mille quinze, le 24 février à 20h30, le Conseil Municipal de Chavannes s'est réuni sous la présidence de Monsieur Jacques Pochon, Maire.

Etait excusé M. Pascal Chiron.
Secrétaire de séance : M. Jean Durand.
Date de la convocation : 18 février 2015.

Objet : Approbation du Plan Local d'Urbanisme modifié n°1

Monsieur le Maire expose que le projet de modification n°1 du P.L.U. a été :

- notifié pour avis aux personnes publiques prévues par le code de l'urbanisme,
- soumis à enquête publique, avec les avis reçus des personnes publiques, du 16-12-2014 au 24-01-2015.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ont été remis le 31-01-2015.

Les observations émises par les personnes publiques ne nécessitent pas d'ajuster le projet après enquête.

La remarque formulée lors de l'enquête concernant l'emplacement réservé 4, dont une partie doit être prévue pour le stationnement de bus, mérite d'être prise en compte. La remarque concernant la préservation des arbres sur le site de la future école ne fait pas l'objet d'une modification du dossier, néanmoins les élus souhaitent préserver le maximum d'arbres tout en tenant compte des contraintes d'implantation du bâti.

Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable au projet de modification.

Vu le code de l'urbanisme,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 16 janvier 2014 modifiant le projet de Plan Local d'Urbanisme après enquête publique,

Vu l'arrêté municipal n°2014-39 en date du 20 novembre 2014 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à la modification n°1 du P.L.U.,

Vu le rapport de l'enquête et les conclusions du commissaire-enquêteur,

Vu le dossier de modification n°1 du P.L.U. intégrant les remarques après enquête,

Considérant que le dossier de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé conformément au Code de l'Urbanisme.


Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité (14) :

- DECIDE d'approuver la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme, tels qu'elle est annexée à la présente,
- INDIQUE que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R-123-24 et R-123-25 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention insérée en caractère apparent dans un journal diffusé dans le département,
- DIT, conformément à l'article R-123-25 du code de l'urbanisme, que le P.L.U. modifié n°1 est tenu à la disposition du public à la mairie de CHAVANNES aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi qu'à la Préfecture,
- INDIQUE que la présente délibération sera exécutoire dès sa transmission au Préfet et après l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

Ainsi fait et délibéré, à Chavannes, les jours, mois et an susdits.

Ont signé au registre les membres présents :

Le Maire,
Jacques POCHON



Commune de CHAVANNES
Elaboration
du PLAN LOCAL D'URBANISME

Approbation de l'Elaboration

Objet : caractère exécutoire de l'acte

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal du 16 janvier 2014

Date de transmission au Préfet : 22 janvier 2014

Mesures de publicité

- ➔ Affichage en mairie : 24 janvier 2014
- ➔ Insertion dans la presse : 30 janvier 2014

Contrôle de légalité

- ➔ Date de la lettre au maire :
- ➔ Observations :

Date à laquelle la délibération devient exécutoire	22 février 2014
--	------------------------

Pour le Chef du Service Aménagement du Territoire et Risques
La Responsable du Pôle Aménagement par
itnérin,

Annie.LAPAIX

copies : SATR – SATR/PP – unité territoriale Nord

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE CHAVANNES
N° 2014 /02 **Page 1/1**

L'an deux mille quatorze, le 16 janvier à 20h30, le Conseil Municipal de Chavannes s'est réuni sous la présidence de Monsieur Jacques Pochon, Maire.

Etait excusé M. Yves Rochebloine, pouvoir à Mme Eliane De Lazzer.

Secrétaire de séance : M. Jean Durand.

Date de la convocation : 11 janvier 2014.

Objet : Approbation du Plan Local d'Urbanisme

Vu le code de l'urbanisme,

Vu la délibération en date du 24 mars 2011 prescrivant l'élaboration du P.L.U. et définissant les modalités de concertation en application de l'article L.300-3 du code de l'urbanisme,

Vu le débat au sein du Conseil municipal en date du 17 janvier 2013 sur les orientations générales du P.A.D.D.,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 16 mai 2013 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de Plan Local d'Urbanisme,

Vu les remarques émises par les personnes publiques, la Commission Départementale de la Consommation des Espaces Agricoles consultées sur le projet de PLU arrêté,

Vu le rapport de l'enquête et les conclusions du commissaire-enquêteur,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 16 janvier 2014 modifiant le projet de Plan Local d'Urbanisme après enquête publique,

Considérant que le projet de Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé conformément au Code de l'Urbanisme.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité (11) :

- DECIDE d'approuver le Plan Local d'Urbanisme, tels qu'il est annexé à la présente,
- INDIQUE que la présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie et le dossier tenu à la disposition du public. Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractère apparent dans un journal diffusé dans le Département.
- INDIQUE que la présente délibération sera exécutoire :
 - ✓ dans un délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au dossier ou dans le cas contraire à compter de la prise en compte de ces modifications,
 - ✓ après accomplissement des mesures de publicité.

Ainsi fait et délibéré, à Chavannes, les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre les membres présents :

Le Maire,
Jacques Pochon

